



# Inter Pares

---

## BULLETIN

VOLUME 26, NUMERO 3, JUIN 2004

## Sortir de l'ombre : Bâtir des communautés en Asie

Putrajaya, la capitale administrative que les autorités malaisiennes érigent à proximité de Kuala Lumpur, présente une architecture extraordinaire, mi-islamique mi-occidentale. Conçue comme une « ville-jardin intelligente », Putrajaya est dotée d'espaces verts, d'un lac artificiel, de sentiers de randonnée et de pistes cyclables.

Des câbles de fibre optique tendus sous la chaussée octroient un accès Internet haute vitesse aux résident(e)s. Il est aussi prévu que la ville soit équipée d'un réseau de transport ultramoderne, de complexes culturels et sportifs et d'un hôpital dernier cri. Mais derrière cette infrastructure sophistiquée se cache une sombre réalité.

L'automne dernier, nous nous sommes rendus à Putrajaya pour y rencontrer des réfugiés birmans qui travaillent illégalement en Malaisie. Le taxi a dépassé une banlieue neuve toute de maisons identiques recouvertes de stuc rose qui attendent l'arrivée des fonctionnaires. Il nous a laissés en lisière de la zone résidentielle et nous nous sommes engagés dans le ravin qui traverse la colline. Celui-ci s'est vite transformé en une jungle, dense, humide et infestée de moustiques. Après avoir marché plus d'un kilomètre le long d'un sentier boueux, nous avons aperçu de petites plates-formes de bambou recouvertes de plastique : c'est là que vivent les quelque 400 ouvriers qui construisent la nouvelle cité.

Nous avons été accueillis par quelques hommes qui nous ont ensuite guidés plus profondément dans la jungle. En chemin, nous avons franchi un cours d'eau où certains s'affairaient à la lessive. Tout à coup, au seul endroit où le ravin s'aplanit, a surgi une église rudimentaire, mais complète néanmoins, avec son autel et sa croix, bâtie avec des tiges de bambou et recouverte d'un toit de plastique.

Près de soixante-dix hommes nous y ont rejoints; nous nous sommes installés pour entendre leur histoire. Tous sont des réfugiés de l'État de Chin en Birmanie. Certains ont fui par peur de se faire arrêter pour leur opposition à la junte militaire au pouvoir et d'autres en raison de l'effondrement de l'économie nationale. Ils sont tous en situation irrégulière. Les autorités malaisiennes ne considèrent pas les 20 000 Birmans sur leur territoire comme des réfugiés mais plutôt comme des immigrants illégaux qu'elles traitent comme des criminels.

Certains croupissent dans ce ravin perdu au fond de la jungle depuis une dizaine d'années, travaillant sur les chantiers pour un salaire de misère. Ce sont des illégaux qui vivent dans l'ombre

et dans la crainte constante d'être arrêtés puis déportés. Régulièrement, la police montée effectue des descentes. Les réfugiés s'enfuient ; leurs huttes sont brûlées. Une fois le danger écarté, ils reviennent et reconstruisent leurs habitations. La moitié d'entre eux a été arrêtée et déportée; mais ils sont revenus, n'ayant nulle part où aller. Certains ont revendiqué le statut de réfugié auprès du bureau des Nations unies à Kuala Lumpur. Mais, là encore, ce n'est pas gagné : la surveillance policière y est étroite pour arrêter ceux qui tenteraient d'y entrer.

À la fin de la discussion, nous avons remercié les réfugiés d'avoir partagé leurs histoires avec nous. C'est alors qu'un vieil homme s'est levé en pleurant. Il disait être profondément ému de voir que des personnes venues de si loin s'intéressaient suffisamment à leur sort pour leur rendre visite dans la jungle. Nous leur avons dit qu'ils n'étaient pas seuls et qu'aucun être humain n'était illégal ni anonyme. Tous les réfugiés se sont approchés pour nous serrer la main.

Le contraste entre la nouvelle cité rutilante et la vie de ceux qui l'édifient est frappant. Cependant, comme bien d'autres ailleurs, ces ouvriers ont su créer une communauté solidaire. La petite église de la jungle est un lieu de prière et de rencontre. Lorsque de nouveaux réfugiés arrivent, on leur offre un toit et de la nourriture. Ce sont encore les réfugiés qui ont créé un centre à Kuala Lumpur pour assurer une liaison avec le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et mobiliser le soutien des églises et des organisations de défense des droits de la personne de Malaisie.

Notre expérience a montré qu'au cœur de la répression la plus noire, les gens se joignent à leurs compatriotes d'infortune et établissent des relations de soutien et de solidarité. Inter Pares appuie les efforts d'hommes et de femmes qui, sur tout le continent asiatique, tentent de construire des communautés, de s'organiser en tant que réfugié(e)s, paysan(e)s, cultivateurs ou chômeurs, afin de se protéger et de défendre leurs intérêts. Ce *Bulletin* illustre quelques exemples d'initiatives pour bâtir des communautés en Asie. ❧

# Victor Biak Lian



RIKA MORRIS

Victor Biak Lian finissait ses études à l'Université de Rangoon lorsque l'insurrection a été déclenchée. Au printemps de 1988, des milliers d'étudiant(e)s descendent dans les rues de la Birmanie réclamant la fin de la dictature. Victor, à l'instar d'autres chefs étudiants, est expulsé de l'Université dont les portes sont fermées.

De retour chez lui, dans l'État de Chin, dans l'Ouest du pays, Victor continue à organiser des

manifestations durant l'été. Au mois d'août, l'armée est déployée dans les rues avec ordre d'écraser le mouvement démocratique par la force. Dans sa ville d'origine, Harka, Victor est arrêté et emprisonné avec dix autres leaders étudiants. Cependant, dans les heures qui suivent ces arrestations, quinze mille personnes se massent devant la prison; Victor et ses collègues sont rapidement relâchés.

Il rejoint alors les rangs de la résistance clandestine avec qui il visite les zones rurales de la Birmanie. Ce qu'il découvre lors de ces excursions le marque profondément. « Les gens mourraient de faim. Les habitant(e)s de villages entiers se cachaient des militaires et se déplaçaient constamment. Il n'y avait pas d'écoles, pas de services de santé. Les souffrances étaient atroces ».

Convaincu de la nécessité de faire connaître au monde la tragédie en cours dans son pays, Victor revendique le statut de

réfugié en Inde. Il apprend l'anglais. Avec des ami(e)s, il recueille des preuves sur la situation en Birmanie, produisant rapports et communiqués de presse. C'est ainsi que naît *Chin Human Rights Organization*, un groupe qui continue d'accumuler des preuves sur les violations des droits de la personne dans l'État de Chin, en Birmanie.

En 1997, avec l'aide d'une église canadienne, Victor et son épouse s'installent à Ottawa. Ils sont aujourd'hui canadiens. Tout en faisant de petits boulots pour survivre, Victor poursuit son action au sein du mouvement pour la démocratie en Birmanie. En 1998, il organise, à Ottawa, la première rencontre internationale entre les leaders politiques de l'État de Chin, ce qui mène à la création du Forum Chin. Ce Forum a entrepris d'élaborer une nouvelle constitution pour l'État de Chin en prévision du jour où la démocratie y sera restaurée. Victor s'est rendu dans plus de dix pays pour y consulter les communautés Chin expatriées au sujet de la nouvelle constitution et encourager une vision collective d'un avenir démocratique. Il a aussi continué à prendre part à la mise en place de programmes d'appui aux réfugié(e)s en Inde et en Malaisie.

« Lorsque je suis parti, j'ai dit à ma mère que je serais de retour trois mois plus tard », dit-il avec tristesse. « Cela fera bientôt seize ans. Mais je suis convaincu qu'un jour je pourrai rentrer chez moi pour participer à la reconstruction de mon pays. C'est mon rêve et ma promesse ». ❧

Le site web de *Chin Human Rights Organization* est le [www.chro.org](http://www.chro.org).

## Bangladesh : Organisation et résistance

Au Bangladesh, les zones côtières sont celles qui possèdent la plus grande diversité biologique et qui sont aussi les plus vulnérables du pays. On y trouve l'une des plus grandes forêts de mangroves du monde, une forêt qui enserme le littoral et abrite de nombreuses espèces d'oiseaux et d'animaux, dont les derniers tigres du Bengale. Dans ces régions, paysan(e)s et pêcheurs coexistent depuis des siècles, grâce aux abondantes ressources marines et terrestres.

Mais ces écosystèmes côtiers sont d'autant plus fragiles qu'ils sont menacés par l'aquaculture qu'encouragent l'État et les institutions financières internationales. Pour accroître les revenus en devises du pays, de vastes segments du littoral ont été transformés en étangs d'élevage de crevettes destinées à l'exportation. Cette activité a connu une croissance si rapide que les habitant(e)s de ces terres ont été contraint(e)s de partir, souvent par la force, et que les forêts de mangroves ont été abattues. C'est tout un écosystème nourricier qui a été ainsi dilapidé.

Nijera Kori, un homologue de longue date d'Inter Pares, aide la population à résister à la mainmise des industriels sur le littoral. Depuis plus d'une décennie, Nijera Kori aide les communautés à s'organiser pour défendre leurs intérêts collectifs. Par le passé, les agents armés à la solde des éleveurs de crevettes avaient réussi

à expulser par la violence les habitant(e)s de ces régions. Mais, la force des populations locales repose sur leur nombre. Mobiliser massivement la population côtière est un élément-clé de la stratégie de Nijera Kori.

Aujourd'hui, les habitant(e)s de nombreuses parties du littoral sont organisé(e)s ; toute tentative de confiscation des terres se heurte à leur résistance déterminée et inébranlable, même devant la violence. Cette mobilisation a été si efficace que de nombreux villages se sont déclarés « zone exempte de crevettes », interdisant du coup aux aquaculteurs industriels l'accès à leur territoire.

Khushi Kabir, la coordonnatrice de Nijera Kori, effectuait récemment une visite au Canada dans le cadre d'une série de rencontres organisées par Inter Pares. « Ce sont les habitant(e)s qui ont résisté à l'invasion de leurs vies et de leurs communautés », explique-t-elle. « Nous n'avons fait que renforcer leur mouvement, lui donner une voix et un appui. Produire à bon prix des aliments de luxe pour des consommateurs outre-mer aux dépens des habitant(e)s pauvres du littoral est un non-sens. Notre priorité consiste à nourrir notre population ». ❧

Pour en savoir plus sur les effets socio-économiques de l'élevage des crevettes en Asie, lire « *In Defence of Land and Livelihood* » dans la section publications du site web d'Inter Pares. Il suffit de cliquer sur [www.interpares.ca/en/publications/colworks-archive.php](http://www.interpares.ca/en/publications/colworks-archive.php).

# Bâtir des communautés à Mindanao

**A** Dawing, un village perché dans les montagnes de Mindanao, une île méridionale de l'archipel philippin, des plants d'arachides s'épanouissent entre les arbres fruitiers. Ces plants n'appartiennent pas qu'à une personne ou une famille, mais à la communauté entière. Ce sont les femmes du village qui en ont la charge et en récoltent les fruits. Bien qu'ils soient peu nombreux, ces plants sont le symbole d'une nouvelle vie pour les habitant(e)s de Dawing.

Dawing, comme tous les villages où s'active notre homologue Tricom, est une communauté *lumad*. Les *Lumads* ou autochtones, étaient à l'origine des nomades qui vivaient de la chasse et de la cueillette. Mais les pressions exercées sur leur territoire récemment ont tant réduit leurs déplacements, qu'ils ont fini par se sédentariser. Tricom collabore avec les Lumads afin de veiller à ce que leur territoire soit préservé pour les générations à venir. Par le recours à l'histoire orale, au folklore, aux chroniques sociales et à des recherches sur les plantes sauvages présentes uniquement dans ces zones locales, le personnel de Tricom a permis aux Lumads de produire les éléments prouvant que leurs ancêtres ont « depuis des temps immémoriaux » occupé le territoire sur lequel ils se trouvent aujourd'hui. Cette documentation, accompagnée des registres cadastraux, constitue les arguments d'une requête en reconnaissance des droits ancestraux sur la terre qui, si elle était reçue, reviendrait à octroyer les droits fonciers absolus aux communautés lumads.

L'élaboration d'un plan de développement durable est un élément-clé d'une telle requête. Conçu par les communautés lumads avec l'aide de Tricom, ce plan de développement communautaire pour le village recouvre tous les aspects de l'organisation socio-économique, depuis l'agriculture et la gestion des bassins versants jusqu'aux soins de santé de base, le développement des jeunes enfants et le rôle des femmes dans la société. Les plans sont élaborés conjointement par les communautés



Des femmes autochtones du village de Dawing à Mindanao aux Philippines.

locales et les responsables publics qui s'engagent à prendre part à leur mise en œuvre et à leur adaptation. Ainsi, le ministère de l'Agriculture fournirait des manguiers dans le cadre des efforts de reforestation et du programme agricole ; de son côté, le ministère de l'Éducation offrirait des cours d'alphabétisation fonctionnelle à des représentant(e)s communautaires qui s'engageraient à leur tour à organiser des classes hebdomadaires dans leurs villages.

Les communautés lumads se réunissent régulièrement pour prendre les décisions qui engagent leur avenir, en s'appuyant sur une grande variété de ressources internes et externes, comme les projets d'agriculture communale. Ainsi, les femmes de Dawing utilisent les recettes de la vente des cacahouètes pour couvrir les frais de participation des représentantes du Programme local femmes et enfants aux séances de formation qui, à leurs yeux, seraient bénéfiques à l'ensemble de la communauté. Elles ont récemment facilité la participation d'une jeune femme à un cours de formation à l'éducation préscolaire ; celle-ci dirige maintenant des activités de développement des jeunes enfants selon un programme établi avec les habitant(e)s du village.

C'est ainsi que les habitant(e)s de Dawing agissent de concert pour réaliser des objectifs communs. ❧

## Rompre le silence



Les femmes des communautés ethniques de la Birmanie se sont regroupées pour faire connaître et dénoncer les épreuves qu'elles vivent en raison de la guerre qui sévit dans leur pays. En 2002, le Réseau d'action des femmes shans (*Shan Women's Action Network, SWAN*) et la Fondation shan pour les droits humains (*Shan Human Rights Foundation*) ont publié un rapport intitulé « *Licence to Rape* ». En avril 2004, l'Organisation des femmes karens (*Karen Women's Organisation, KWO*) a publié à son tour « *Shattering Silences* ». Ces deux rapports documentent l'utilisation du viol systématique des femmes shans et des femmes karens par les militaires birmans. Ils démontrent comment le viol est une tactique de guerre des militaires birmans afin de terroriser les femmes et leurs familles et de détruire le tissu social de leurs communautés.

Ces deux rapports témoignent de la dure réalité des femmes qui vivent dans les États ethniques de la Birmanie et attestent du courage dont font preuve les femmes qui dénoncent les crimes commis à leur encontre. Malgré le traumatisme, la stigmatisation sociale et le danger, ces femmes ont décidé d'étayer leurs expériences et de les faire connaître publiquement afin de mettre fin à la violence. Ce faisant, les femmes shans et karens ont créé une communauté d'appui visant à rompre le silence qui entoure ces crimes et à mettre fin à l'impunité dont jouissent les soldats. Inter Pares a le privilège d'accompagner ces femmes et de les appuyer dans leur travail. ❧

Ces rapports sont disponibles en anglais en ligne :

- « *Licence to Rape* », *Shan Women's Action Network* – <http://www.shanwomen.org>
- « *Shattering Silences* », *Karen Women's Organization* – <http://www.womenofburma.org>

# Vaincre la faim : La sécurité alimentaire par la communauté

**L**e personnel d'Inter Pares prend une part active aux efforts du Groupe de politique sur la sécurité alimentaire, une coalition d'ONG et de groupes d'agriculteurs et de producteurs canadiens, qui s'attache à promouvoir une politique internationale en matière de sécurité alimentaire. Une partie du travail d'Inter Pares est de promouvoir et de faire connaître les initiatives locales qui renforcent la sécurité alimentaire et éradiquent la faim. Au cours d'un séjour en Inde, Anna Paskal a recueilli des exemples de régimes de sécurité alimentaire communautaires. Voici un bref compte-rendu de son expérience.

Andhra Pradesh, Sud de l'Inde. Le paysage sec caractéristique de cette zone semi-aride qu'est le Plateau du Deccan n'est pas aux yeux du voyageur non averti l'endroit idéal pour semer la moindre graine. Pendant des décennies, de vastes portions de cet État faisaient partie de la « ceinture de pauvreté » cernant un pays qui connaissait des pénuries alimentaires régulières causant une malnutrition chronique. L'Inde, dont la population a dépassé le milliard d'habitant(e)s et qui est témoin d'une croissance économique sans précédent, reste le pays où près de 320 millions de personnes souffrent régulièrement de faim. Pendant ce temps, le gouvernement stocke des dizaines de millions de tonnes de blé et de riz, parfois vieilles de 15 ans, pour faire face à une situation d'urgence en offrant des rations subventionnées aux citoyen(ne)s à faibles revenus.

Il y a deux ans, une sécheresse prolongée a sévi en Andhra Pradesh. Sur le Plateau du Deccan, la terre craquelée s'est fendue en crevasses profondes. Les récoltes se sont fanées, anéanties par la chaleur. Les autorités de l'État se sont adressées au gouvernement fédéral afin de se prévaloir des réserves et de l'assistance d'urgence. Dans le même temps, dans le district de Medak, une zone peuplée majoritairement par les *dalits*, des familles de la caste des intouchables, les représentantes des femmes se sont réunies afin d'évaluer les besoins en matière d'aide alimentaire d'urgence. Village après village, elles ont affirmé qu'elles n'avaient pas besoin de rations supplémentaires car ce qu'elles avaient planté suffirait.

Je me suis rendue en Andhra Pradesh pour comprendre comment des citoyen(ne)s parmi les plus pauvres de cet État avaient réussi à assurer la meilleure sécurité alimentaire dans les temps de disette les plus durs. Dans le village de Hulgera, j'ai rencontré Sushilamma et six autres membres du *sangham* local. Créé avec l'aide d'une ONG, la *Deccan Development Society* (DDS), le *sangham* ou association des femmes du village, a permis à ses membres d'élaborer des projets de développement local et de mobiliser les citoyens afin d'influer sur les décisions ayant un impact sur leur communauté.

Selon Sushilamma, autrefois, les familles devaient abandonner le village plusieurs mois par an, pour se retrouver dans des huttes de fortune, en bordure des agglomérations avoisinantes où leurs membres étaient engagés comme journaliers. Les salaires misérables ne permettaient pas de subvenir aux besoins. Souvent, il fallait emprunter à taux usuriers. De nombreux cultivateurs devenaient ainsi des travailleurs sans gage au profit du prêteur. Privées de bras dans les périodes cruciales du calendrier agricole, les familles se trouvaient alors dans l'impossibilité de semer leurs petits lopins. Elles étaient prises au piège du cercle vicieux d'une dette qu'elles ne pouvaient rembourser. Les villageois(e)s



Anjamma, un membre du sangham, et quelques-unes de ses semences traditionnelles, en Andhra Pradesh en Inde.

ont alors compris que s'ils pouvaient cultiver à nouveau leurs terres mises à la jachère forcée, ils pourraient se débarrasser des usuriers et mettre un terme à ces migrations saisonnières, cause de leurs malheurs.

Grâce à l'aide de la DDS, les habitant(e)s se sont procuré du fumier et ont réussi à se consacrer à la culture de leurs terres. Combinant les techniques écologiques aux méthodes traditionnelles de conservation des semences, les membres du *sangham* ont planté des espèces adaptées aux conditions climatiques et qui se suffiraient simplement de l'eau de pluie. L'utilisation de l'agriculture biologique permettait aussi de bénéficier d'espèces sauvages qui poussent autour des champs du *sangham* et qui sont une source précieuse de plantes médicinales et de légumes à feuilles vertes à haute teneur nutritionnelle. À la récolte, les villageois(e)s gardent une partie des graines pour leur consommation propre et en déposent une autre dans la réserve communautaire dont les stocks seront répartis en temps de vaches maigres. Au fil des ans, les réserves ont augmenté et la migration a diminué. Peu à peu, le recours aux prêteurs a disparu ce qui a permis aux habitant(e)s de Hulgera de s'investir dans leurs terres et dans leur avenir. Voilà comment les femmes chargées d'évaluer les besoins de leurs villages en matière d'assistance alimentaire d'urgence à l'époque de la sécheresse ont tout simplement pu s'en passer. ❧

 Inter Pares

ISSN 0715-4267

221 av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1

Tél. (1-613) 563-4801 Téléc. (1-613) 594-4704 [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

